ÉDUCATION & JEUNESSE · FICHE MESURE

Écoles Nationales d'Excellence France 2032

Écoles Nationales d'Excellence France 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**2,7 Md€**	**-540 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2,7 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi de programmation ESR + création EPSCP dédiés + convention pluriannuelle État × Écoles + code éducation

Résumé

Créer 10 **Écoles Nationales d'Excellence** — établissements publics d'enseignement supérieur à tuition modérée (4 000 €/an, intégralement couverte par le Statut Étudiant ASU au palier 400 €/mois), spécialisées sur les secteurs stratégiques du programme : IA/Data, Cybersécurité, Ingénierie Industrielle, Métiers du Vivant, Métiers de l'Océan, Design et Innovation, Artisanat d'Excellence, Sport et Performance, Éducation et Pédagogie, Transition Écologique. **13 500 diplômés/an en régime croisière** — contrepoids public de haute qualité aux écoles privées lucratives (mesure Régulation ESup privé). Sélection sur dossier + concours + entretien, avec **quotas 25 % QPV/ruralité/DOM** et **15 % passerelles BTS/DUT**. Semestre à l'étranger obligatoire (articulé Erasmus France Monde). Corps professoral mixte, ratio 1/8, partenariats industriels stratégiques. Diplôme grade Master, contrat fidélité 5 ans en France post-diplôme. Coût net 5 ans : ~-2,7 Md€, contributeur net à partir de l'an 15 (~+5-8 Md€/an).

Financement

Coûts bruts annuels régime de croisière (an 5+) :

- Investissement initial 10 écoles (locaux, équipements, plateforme) : ~500 M€ répartis sur an 1-3 → **~150 M€/an moyen sur 3 ans**
- Fonctionnement annuel : ~100 M€/an par école × 10 = **~1 Md€/an**
- Corps professoral : intégré dans le fonctionnement (~100 profs par école, 90 k€ salaire moyen chargé = 9 M€/école/an, inclus)
- Bourses complémentaires QPV/ruralité (Fonds Talents Français, 30 % des lauréats) : intégré à cette mesure Politique Jeunesse (pas de coût supplémentaire ici)
- Coût administratif Secrétariat national + gouvernance : **~30 M€/an**
- **Total brut annuel régime croisière** : **~1,03 Md€/an**

Recettes annuelles régime croisière :

- Tuitions étudiants français (4 000 € × 13 500 = 54 M€/an ; note : couvertes par Statut Étudiant ASU, donc l'État finance et récupère en tuition — pas un flux financier net additionnel pour l'État)
  - Détail : les 4 000 €/an sont versés à l'École par l'étudiant via son Statut Étudiant → l'École reçoit 54 M€/an de tuitions
- **Contributions partenariats industriels (20 % budget)** : **~200 M€/an**
- **Accueil étudiants étrangers hors UE (2 000 × 12 000 €)** : **~24 M€/an**
- Retombées R&D (brevets, licences, startups à 10 % des revenus) : **~50 M€/an** à régime croisière
- **Total recettes annuelles régime croisière : ~324 M€/an**

Coût net régime croisière : ~1,03 Md€ - 0,324 Md€ = ~+700 M€/an

Sur 5 ans (montée en charge — 1 école ouverte par semestre en moyenne) :

- An 1 : 200 M€ (investissements initiaux 2 écoles, préparation autres)
- An 2 : 500 M€ (4 écoles ouvertes)
- An 3 : 800 M€ (6 écoles ouvertes, montée en charge)
- An 4 : 1 Md€ (8 écoles ouvertes)
- An 5 : 1,1 Md€ (10 écoles ouvertes)
- **Total brut 5 ans : ~3,6 Md€**

Recettes cumulées 5 ans : ~900 M€ (montée en charge partenariats + étrangers)

Coût net 5 ans : ~2,7 Md€

À 15 ans : contribution nette de ~+5-8 Md€/an grâce à :

- 13 500 diplômés/an à haute valeur ajoutée dans secteurs stratégiques → recettes fiscales supérieures (IR + cotisations) : ~+2-3 Md€/an
- Réduction du recours aux écoles privées lucratives → économies CPF et allocations : ~+500 M€/an
- Amélioration compétitivité française dans les 10 secteurs cibles → gain PIB : ~+3-5 Md€/an
- Attractivité étudiants étrangers hors UE : recettes fiscales indirectes : ~+200 M€/an
- Brevets et startups issus des écoles : ~+200 M€/an à long terme
- Effet macro (retour investissement éducation) documenté par Cepii, OCDE : **3 à 4 € rendus pour chaque euro investi sur 30 ans**

cette mesure est **une innovation stratégique** — la France peut redevenir productrice de haute qualité, capter les recettes, offrir un ascenseur social par la qualité. Le coût de 2,7 Md€ sur 5 ans est modeste comparé à l'impact structurel et long terme.

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Création EPSCP dédiés par décret. Nomination directeurs des 10 écoles. Concertation industrielle (partenariats). Lancement conception pédagogique. Recherche des sites (réutilisation bâtiments publics prioritaire). Ouverture 2 premières écoles pilotes à la rentrée de l'an 2 (ENIA Toulouse + ENOcéan Brest).
- **An 2.** Rentrée 2 premières écoles pilotes (700 étudiants). Ouverture 2 supplémentaires en janvier (ENCyb Rennes + ENII Lyon). Premier concours d'entrée avec quotas QPV/ruralité/DOM et passerelles BTS/DUT effectifs.
- **An 3.** 6 écoles ouvertes (~3 000 étudiants). Premiers semestres à l'étranger. Premier bilan Cour des comptes. Ouverture 2 supplémentaires en septembre (ENV + ENDIN).
- **An 4.** 8 écoles ouvertes (~7 000 étudiants). Ouverture 2 dernières en septembre (ENSport + ENAE). Premières promotions de bachelors diplômées. Bilan à mi-parcours (HCERES).
- **An 5.** 10 écoles opérationnelles (~10 000-13 500 étudiants). Premières promotions Master diplômées. Bilan complet placement / satisfaction / mixité sociale. Ajustements paramétriques.

Indicateurs de succès

- Nombre d'Écoles Nationales d'Excellence ouvertes (objectif : 10 en an 5).
- Nombre d'étudiants inscrits (objectif : 13 500 en régime croisière).
- Taux d'admission de candidats QPV/ruralité/DOM (objectif : 25 % effectif).
- Taux d'admission via passerelles BTS/DUT (objectif : 15 % effectif).
- Ratio encadrant/étudiants (objectif : 1/8 dans 100 % des écoles).
- Taux de placement 6 mois post-diplôme (objectif : > 90 %).
- Salaire médian des diplômés (objectif : > 20 % au-dessus de la moyenne des Grandes Écoles publiques).
- Taux de respect du contrat fidélité 5 ans en France (objectif : > 85 %).
- Nombre d'étudiants étrangers hors UE accueillis (objectif : 2 000/an en régime croisière).
- Nombre de brevets et startups issus des écoles (objectif : > 200/an à 10 ans).
- Contribution des partenariats industriels au budget (objectif : 20 %).

Sources

- MESR — Rapports sur l'enseignement supérieur français — https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/
- HCERES — Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur — https://www.hceres.fr/
- Cour des comptes — Rapports sur les Grandes Écoles — https://www.ccomptes.fr
- OCDE — Education at a Glance 2024 — https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/
- Suisse — ETH Zurich et EPFL — https://ethz.ch/en.html — Modèle mondial d'écoles polytechniques fédérales.
- Singapour — NUS (National University of Singapore) et NTU — https://www.nus.edu.sg/
- Corée du Sud — Seoul National University — https://en.snu.ac.kr/
- Pays-Bas — Delft University of Technology — https://www.tudelft.nl/en/
- Cepii — Retour économique de l'investissement éducation supérieure — http://www.cepii.fr/
- PACTE — Sciences Po Paris et modèle du semestre étranger obligatoire — https://www.sciencespo.fr/college/en/

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/ecoles-nationales-excellence-2032/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.